

**Autorisation de voirie n°PV-MEB-2023-1062  
portant permission de voirie**

**D 31 du PR 0+7982 au PR 0+7463 (Bacilly) situés hors agglomération**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007 relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R. 20-47 du code des postes et des communications électroniques

Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Manche, n° ARR-2023-234, du 26 septembre 2023, applicable à partir du 27 septembre 2023, portant délégation de signature à Madame la responsable de l'agence technique départementale Mer et Bocage.

Vu le règlement de voirie départementale approuvé par délibération lors de la session du 6 décembre 2019 du Conseil Départemental de la Manche, et disponible sur le site manche.fr

Vu la demande en date du 27/09/2023 par laquelle SOGETREL 1 Rue des clos Gilbert 27600 ST AUBIN SUR GAILLON représentée par Monsieur Jérémy SCHILLIGER pour le compte de FREE Rue de la Ville l'Evêque Paris 8E Arrondissement 75008 PARIS représentée par - (numéro de dossier : APD\_50027\_001\_01 - PGC01\_230920) demande l'autorisation pour établir, occuper et exploiter des réseaux de télécommunications sur le domaine public routier

## **ARRÊTE**

**Article 1 : Permission de voirie** :FREE est autorisé à établir, occuper et exploiter des réseaux de communications électroniques implantés sur le domaine public routier départemental. Les ouvrages faisant l'objet du présent arrêté portant permission de voirie ainsi que leur localisation sont détaillés à l'article « Nature des ouvrages ».

Cette permission de voirie est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, dans le cadre de l'activité d'opérateur de communications électroniques, au sens notamment des articles L. 32 à L. 32-5, L. 33 à L. 33-10 du CPCE, exercée par le bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires auxquelles il est soumis et des dispositions particulières détaillées ci-après.

**Article 2 : Cession et durée :** Pour les ouvrages détaillés à l'article « Nature des ouvrages », la permission de voirie est établie jusqu'au 28/09/2038. Elle prend effet au 27/09/2023, sous réserve du respect des dispositions de l'article « Nature des ouvrages ». Elle ne peut être cédée sans accord préalable de l'autorité gestionnaire.

S'il souhaite maintenir sur le domaine public les ouvrages autorisés au titre du présent arrêté au-delà de la date d'échéance sus-citée, le permissionnaire devra, au moins trois mois avant cette date, solliciter le renouvellement de la permission de voirie qui lui a été accordée.

**Article 3 - Nature des ouvrages :** Le permissionnaire remet à l'autorité gestionnaire du domaine public, sous la forme du tableau figurant en annexe du présent arrêté, un descriptif détaillé des ouvrages occupant le domaine public routier D 31 du PR 0+7982 au PR 0+7463 (Bacilly) situés hors agglomération et faisant l'objet de la présente permission de voirie.

<b>Total des artères aériennes en m ou en km</b>	<b>Total des artères souterraines en m ou en km</b>	<b>Autres installations (cabines téléphoniques, armoire locale) en m<sup>2</sup></b>
m	1280,70 m	1,76 m <sup>2</sup>

Le permissionnaire fournira, dans les meilleurs délais, le tracé sous une forme numérique des ouvrages de génie civil qui constituent l'infrastructure de réseau de communications électroniques, visé par l'article 1er 7° de l'arrêté du 26 mars 2007 relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R. 20-47 du code des postes et des communications électroniques.

**Pour tous travaux en agglomération**, un avis favorable doit être obligatoirement obtenu avant la réalisation de tous travaux et celui-ci devra être transmis à l'agence technique départementale

La permission de voirie et/ou l'accord technique préalable devra être transmise obligatoirement à l'entreprise qui réalise les travaux  
signalisation à la charge de l'entreprise

Toute signalisation horizontale détériorée devra être refaite à l'identique.

Pour toutes impossibilités à respecter les prescriptions ci-dessus, bien vouloir contacter l'agence technique départementale Mer et Bocage au 02 33 69 24 80 avant tout commencement de travaux.

Classe de trafic T4

travaux sous trottoir ou accotement : Respecter les prescriptions techniques de la coupe type de tranchée et du règlement de voirie départementale ci-joint (remise à l'état initial) un rendez-vous devra être pris avec la commune pour déterminer les surfaces enrobé à reprendre

travaux sous chaussée : Respecter les prescriptions techniques de la coupe type de tranchée et du règlement de voirie départementale ci-joint,  
sciage de chaussée obligatoire

joint d'étanchéité obligatoire et la mise en place d'enrobé a froid ne pourra excéder 3 semaines

**Article 4 : Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages - Responsabilité :** Le

permissionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'occupation ou de l'exploitation des ouvrages. Il sera tenu de maintenir en permanence en bon état et à ses frais exclusifs tous les ouvrages faisant l'objet des permissions de voiries. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 : Travaux ultérieurs sur le réseau routier :** Conformément aux dispositions de l'article R20-49 du Code des postes et communications électroniques, « lorsqu'il procède à des

travaux rendant nécessaires le déplacement ou la modification de l'installation, le gestionnaire informe l'occupant de la date à laquelle le déplacement ou la modification devront être réalisés avec un préavis qui, sauf urgence, ne peut être inférieur à deux mois ».

Lorsque les travaux réalisés dans l'intérêt du domaine occupé et conformément à sa destination nécessitent le déplacement ou la modification des ouvrages, leur déplacement ou leur modification est à la charge du permissionnaire.

**Article 6 : Retrait de la permission :** Les permissions de voirie sont par définition personnelles, précaires et révocables. Les permissions de voirie étant accordées pour l'exercice d'une activité d'opérateur de communications électroniques au sens notamment des articles L. 32 à L. 32-5, L. 33 à L. 33-10 du CPCE, ces dernières seront retirées de fait si le demandeur perd sa qualité d'opérateur de réseau de communications électroniques.

**Article 7 : Situation des ouvrages au terme de la permission et en cas d'abandon :** Dans le cas de l'abandon des ouvrages et dans tous les cas où l'autorisation prendrait fin dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, les lieux devront être remis en état par le permissionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du gestionnaire du domaine public.

**Article 8 - Redevance :** En contrepartie de l'occupation du domaine public routier, le permissionnaire versera annuellement au gestionnaire du domaine public une redevance dont le montant est calculé sur la base des tarifs définis par délibération du conseil départemental, conformément notamment aux dispositions des articles R20-51 et R20-52 du Code des postes et communications électroniques. Ce montant sera révisé au 1er janvier de chaque année, conformément à l'article R20-53 du Code précité.

Fait à Villedieu-les-Poêles-Rouffigny, le \_\_\_\_\_

**Pour le Président et par délégation,  
La responsable de l'agence technique départementale  
Mer et Bocage**

**Caroline PICARD**

DIFFUSION :  
• FREE

ANNEXES :  
réglement

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MANCHE,  
REGLEMENT DE VOIRIE  
RELATIF AUX MODALITES D'EXECUTION  
DES TRANCHEES ET DES TRAVAUX DE REFECTION  
DES ROUTES DEPARTEMENTALES  
REALISES PAR LES OCCUPANTS DU DOMAINE PUBLIC**

Le présent règlement est établi en application de l'article R 131-11 code de la voirie routière.

**ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

Ce règlement s'applique à l'installation et à l'entretien de tous types de réseaux divers et d'ouvrages annexes situés dans l'emprise des voies dont le Département est propriétaire.

Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées suivantes :

- les affectataires,
- les permissionnaires,
- les concessionnaires,
- les occupants de droit.
- les privés.

La création d'une chambre, d'un regard de visite ou de manière générale de tout ouvrage établi pour assurer le fonctionnement ou l'entretien d'une conduite ou d'une canalisation est assimilée à l'ouverture d'une nouvelle tranchée et soumises aux mêmes règles que celle-ci.

**ARTICLE 2 : COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE**

Le dossier comportera les pièces suivantes :

- une fiche descriptive des travaux précisant les noms des entreprises chargées de les réaliser ;
- un plan de situation des travaux permettant de les situer par rapport à un repère connu (carrefour, pont...) ;
- un plan d'exécution à une échelle appropriée (1/500 ou 1/1000) faisant apparaître l'implantation des ouvrages et le cas échéant, les ouvrages à une plus grande échelle ;
- un calendrier prévisionnel de réalisation ;
- un dossier d'exploitation du chantier qui présente les modalités prévues pour la gestion du trafic routier et le maintien des accès ; les contraintes prévisibles pour la sécurité et la pérennité de la circulation,
- le cas échéant, les noms et l'adresse du coordonnateur de sécurité ;
- le cas échéant, la demande des arrêtés de réglementation de la circulation (alternat, déviation etc.) ;
- la coupe des tranchées,
- la coupe type représentant le mode de superposition au droit des aqueducs et des ponts ;
- Les modalités de remblaiement des fouilles (matériel, mode opératoire, contrôles) ;
- les modalités proposées pour la reconstitution des couches de roulement ;
- En cas de franchissement d'un pont, les sondages préalables effectués pour reconnaître l'épaisseur de la chaussée jusqu'à la structure de l'ouvrage ou les dispositions particulières pour accrocher le réseau à la structure et les modalités particulières aux abouts de pont.

Cas des télécommunications : La demande de l'opérateur de télécommunication devra comprendre les pièces énumérées à l'article R 20-47 du code des postes et télécommunications

**ARTICLE 3 : IMPLANTATION ET MODE DE REALISATION DES TRANCHEES**

**Trafic** : La classe de trafic définissant les contraintes de remblaiement des tranchées des routes impactées sera communiquée par les services techniques du Département

**Localisation des tranchées longitudinales** : Les tranchées doivent être réalisées à l'endroit de la voie qui perturbe le moins sa gestion et celle des équipements de sécurité ou de signalisation déjà existants ou projetés par le Département.

Une bande de l'accotement située entre une distance de 1m et de 1m50 du bord de la chaussée pourra être neutralisée par les services techniques du Département en vue de l'installation ultérieure de dispositifs de sécurité en particulier lorsque la hauteur du remblai est supérieure à quatre mètres.

En dehors des agglomérations aucune canalisation ne pourra être placée dans les bordures de trottoir et les caniveaux exception faite des ouvrages d'art qui feront l'objet d'une étude spécifique au cas par cas. Dans la mesure du possible, les tranchées longitudinales seront implantées dans les zones les moins sollicitées par ordre de priorité :

- **Priorité 1 : sous les espaces verts**, de préférence côté déblai. Au-delà d'une distance de 2m00 mesurée à partir du bord de la chaussée, l'accotement est considéré comme un espace vert

- **Priorité 2 : Sous les accotements non pourvus de trottoirs, coté déblai à une distance de plus de 1 m du bord de la chaussée.**

- **Priorité 3 : sous les accotements non pourvus de trottoirs, coté déblai, dans une bande comprise entre le bord de la chaussée et 1m.**

Dans le cas d'un accotement étroit bordant un fossé, des dispositions techniques particulières pourront être demandées pour ne pas nuire à sa stabilité,

- **Priorité 4 : sous les accotements non pourvus de trottoirs côté remblai, dans une bande comprise entre le bord de la chaussée et 1m ou à plus de 1m50 du bord de chaussée.** Le drainage de la tranchée sera obligatoire.

- **Priorité 5 : sous les trottoirs** si possibles sur l'axe de ceux-ci,

- **Priorité 6 : sous chaussée dans l'axe de la voie de circulation mais dans tous les cas en dehors des bandes de passage des roues des véhicules pour les chaussées ayant une largeur supérieure à 5m00 et à 1m00 du bord de la chaussée pour autres RD. Les tranchées ne seront pas autorisées sur les chaussées neuves et celles dont le renouvellement a moins de 5 ans.**

- **Priorité 7 :** A défaut les autres implantations envisageables.

Si la section de chaussée concernée par les travaux comporte un ou plusieurs aqueducs, le demandeur devra décrire dans sa demande la technique proposée pour permettre le croisement de ses ouvrages et des aqueducs.

**Implantation des ouvrages annexes :** Les chambres de tirage, les regards, les robinets, les vannes et tous les ouvrages annexes ne seront pas autorisés sous la chaussée, sauf impossibilité technique dûment constatée.

**Procès-verbal contradictoire d'implantation :** Un procès-verbal contradictoire d'implantation pourra être dressé avant exécution de travaux dans l'emprise du domaine public à la demande des services techniques du Département.

**Découpe du revêtement :** Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement entaillés de façon franche et rectiligne par tout moyen permettant d'éviter la détérioration du revêtement et du corps de chaussée en dehors de l'emprise de la fouille.

La totalité des matériaux liés constituant la couche de base et la couche de roulement de la chaussée seront sciés ou découpés.

Sur les routes départementales de classes T1 à T3 la découpe d'effectuera par sciage. Une deuxième découpe « de finition » de l'enrobé pourra être rendue nécessaire après remblaiement de la tranchée et avant exécution du revêtement, lorsque les bords de découpe ont été endommagés.

Sur les routes départementales de classes T4 et T5 : la découpe s'effectuera dans les mêmes conditions que pour les RD de classes T1 à T3 lorsque le revêtement est un béton bitumineux. La découpe à la bêche pneumatique sera tolérée lorsque le revêtement est un enduit.

La découpe s'effectuera à une distance minimum de 10 centimètres de part et d'autre des parois verticales de la tranchée projetée.

**Exécution de la fouille pour les canalisations traversant une chaussée :** En dehors des cas où, en accord avec les services techniques du département une déviation du trafic peut être mise en place localement sans porter atteinte à la sécurité et à la commodité des déplacements et à la desserte des riverains, les tranchées seront exécutées impérativement par demi-largeur de chaussée et sans interruption de la circulation. Les tranchées transversales sont interdites sur les réseaux structurant et départemental ainsi que sur les routes dont le trafic est inférieur à T2. Les techniques sans ouverture sont à privilégier (forage, fonçage).

**Matériel :** L'utilisation d'engins dont les chenilles ne seraient pas équipées de dispositifs de protection contre la dégradation du sol ne sera pas autorisée sur la chaussée. En ce qui concerne les trancheuses, l'utilisation de chenilles sera tolérée mais les dégâts éventuels seront intégralement réparés.

**Étalement et blindage des fouilles :** L'étalement ou le blindage de la tranchée pourra être exigé quelle que soit sa profondeur si la nature du terrain l'exige ou si les effets de la circulation ou des intempéries peuvent nuire à la stabilité des chaussées ou des terrains découpés.

**Longueur maximale de tranchée ouverte :** Lorsque la circulation est maintenue sur la chaussée, sur ou à proximité de laquelle est ouverte une tranchée, la longueur maximale à ouvrir sera égale à celle que l'entreprise sera capable de refermer dans la même journée.

Des dérogations pourront être éventuellement accordées notamment lorsque plusieurs réseaux sont mis en souterrain en tranchée commune ou dans le cas de chantiers exceptionnels. Dans les cas de la mise en oeuvre de matériaux auto compactant ou nécessitant un temps de séchage, un alternat par feux pourra être maintenu de jour comme de nuit par le demandeur et à ses frais. La tranchée sera refermée et revêtue et remise sous circulation les fins de semaine et les jours fériés.

Aucune tranchée ne pourra rester ouverte en dehors des horaires normaux de travail sans que des dispositions particulières aient été prévues et acceptées préalablement. Les fins de semaine et les jours fériés, les tranchées seront comblées et la chaussée sera reconstituée provisoirement afin de rendre à la circulation normale toute la largeur de la chaussée.

**Fourreaux ou gaines de traversées :** La mise en place d'une gaine ou d'un fourreau pourra être exigée aux traversées de chaussée par une canalisation ou un câble. Les alvéoles spécifiques aux télécommunications sont considérées comme de tels fourreaux.

La construction d'une chambre ou d'un regard ou de dispositifs de sectionnement de part et d'autre de la chaussée pourra également être imposée lorsque la canalisation enterrée est susceptible d'être remplacée.

**Elimination des eaux d'infiltration :** Dans toutes les chaussées en pente et dans toutes les tranchées établies dans l'accotement coté remblai, il sera prévu au minimum un exutoire par tronçon de 100 mètres de tranchée afin d'éliminer l'eau que cette tranchée est susceptible de drainer.

Quelle que soit la pente de la chaussée et lorsque celle-ci est située dans un secteur géologiquement sensible, la création d'exutoires complémentaires pourra être exigée. De plus, dans ces secteurs sensibles et notamment lorsque les venues d'eau sont importantes il pourra être prescrit la mise en place de drains longitudinaux.

**Remblayage :** Il est interdit d'abandonner, dans les fouilles, des corps métalliques, chutes de tuyaux, morceaux de bouche à clé, afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.

L'utilisation des matériaux extraits ne sera autorisée que dans les cas suivants :

- Sous les espaces verts,
- Sous les accotements lorsque la tranchée se situe à une distance de plus de 2m00 du bord de chaussée des routes départementales de classes T1 à T3 et à plus de 1m pour les autres routes.

Les matériaux utilisés en remblai seront conformes à ceux présentés dans les structures de tranchées types présentés en annexe 1 du présent règlement. Des matériaux équivalents ou des produits de recyclage pourront être utilisés sur présentation de justifications et après accord des services techniques du Département.

**Cas particulier des tranchées étroites :** L'utilisation des matériaux auto compactants sera autorisée pour le remblaiement des tranchées étroites sous chaussée ou sous trottoirs sous réserve :

Des capacités d'essorage du matériau encaissant

Des contraintes pour la restitution de la voie à la circulation

De la localisation de la tranchée et de ses conséquences sur le drainage du corps de chaussée

De la reconstitution du de la couche de base et de la couche de roulement ou du revêtement du trottoir à l'identique (pas de remblayage en matériaux auto compactants jusqu'à la couche de roulement).

L'implantation sous chaussée est autorisée uniquement sur le réseau local et cantonal.

**Cas particulier de techniques innovantes telles que les micro-tranchées :** Des dérogations pourront être données en vue de l'utilisation de techniques innovantes sur proposition du demandeur et sous réserve de leur compatibilité avec la conservation et l'entretien du domaine public routier. La technique des micro-tranchées sera autorisée en cas de présence de réseau ne permettant pas des fouilles aux profondeurs classiques et si la faible profondeur n'empêche pas le renouvellement de la chaussée.

**Opérations de contrôle du compactage :** Le contrôle du compactage sera exécuté par l'intervenant.

Le Département se réserve le droit de faire exécuter des contrôles contradictoires.

L'intervenant informera les services techniques du Département, des dates des essais et contrôles pour leur permettre éventuellement d'y assister ou de réaliser leurs propres contrôles.

**Réfection de la chaussée et des dépendances :** La réfection définitive immédiate de la chaussée est la méthode retenue par le Département de la Manche.

Cependant, une réfection provisoire suivie d'une réception définitive dans un délai inférieur à un an pourra être autorisée pour des raisons techniques, sur demande motivée de l'intervenant.

Les travaux de réfection définitive ou provisoire sont réalisés par l'intervenant.

Si une signalisation subsiste entre la réfection provisoire et la réception définitive, sa pose ainsi que sa maintenance seront effectuées par l'intervenant et à sa charge. Des prescriptions particulières pourront être imposées au permissionnaire pendant cette période en vue de limiter les risques pour les usagers de la route.

**Reconstitution des surfaces pour chaussées, trottoirs et espaces verts :** Les structures à reconstituer à l'identique sont celles présentées dans les schémas des structures de tranchées-types de l'annexe n°1. Si la signalisation d'axe, de rive ou des marquages spéciaux sont endommagés, ils seront reconstitués à l'identique. Le produit utilisé devra recevoir l'accord des services techniques du Département

#### **ARTICLE 4 : PASSAGES SUR OUVRAGES D'ART**

Lorsque la canalisation doit franchir un pont, un ponceau ou un aqueduc ou lorsqu'elle est située sur un mur de soutènement ou à proximité de celui-ci, le demandeur devra produire une étude spécifique qui précise les modalités de franchissement en fonction de la nature de l'ouvrage.

Lorsque des réservations sont disponibles, elles seront obligatoirement utilisées.

La canalisation ne devra en aucun cas :

Réduire la résistance de l'ouvrage,

Entraîner un surcoût pour les opérations d'entretien et de réparation de l'ouvrage,

Réduire la capacité d'écoulement des eaux sur ou sous l'ouvrage,

Réduire la capacité de trafic sur l'ouvrage.

Des prescriptions complémentaires pourront être demandées en fonction de la nature et de la fonction de l'ouvrage

#### **ARTICLE 5 : RECEPTION DES TRAVAUX**

L'intervenant informera les services techniques du Département de l'achèvement des travaux et demandera par écrit la réception définitive ou provisoire de ceux-ci.

En cas de réception provisoire, la demande de réception définitive est effectuée sur demande écrite de l'intervenant dans un délai maximum d'un an après la date de réception provisoire.

La réception définitive du chantier est prononcée par l'établissement d'un procès-verbal de réception. Les services techniques du Département peuvent imposer une visite contradictoire du chantier.

L'original du procès-verbal est conservé par les services techniques du Département.

Le procès-verbal de réception mentionne notamment la situation du chantier, les dates d'ouverture et d'achèvement, la position et la largeur de la tranchée, les résultats des mesures de déformations constatées.

A l'exception de la réception des chantiers réalisés sur des ouvrages d'art qui ne sera jamais tacite, la réception définitive est acquise tacitement si les services techniques du Département n'ont donné aucune suite ou n'ont transmis aucun courrier ou pièce administrative dans un délai de deux mois à la suite de la date de réception de la demande écrite de l'intervenant.

Sauf dispositions particulières indiquées dans l'autorisation ou l'accord de voirie, les critères de qualité retenus pour prononcer la réception définitive seront les suivants :

##### **Pour les tranchées sous chaussée :**

1° l'absence de déformation supérieure à un centimètre mesuré transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée,

2° l'absence de dégradations sur la couche de surface. Si la couche de surface est un enduit superficiel d'usure, il sera fait application de la norme NF P 98 160.

##### **Pour les tranchées sous accotements revêtus :**

L'absence de déformation supérieure à deux centimètres mesurés transversalement par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée,

##### **Pour les tranchées sous accotements non-revêtus :**

L'absence de déformation supérieure à cinq centimètres mesurés transversalement par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée,

##### **Pour les tranchées sous espaces verts :**

L'absence de déformation supérieure à huit centimètres mesurés transversalement par rapport au niveau du terrain non modifié.

Sur demande des services techniques du Département l'intervenant devra fournir les résultats des contrôles qu'il a effectués. Dans le cas où toutes les phases normales de contrôle n'auraient pas été assurées, le Département se réserve le droit de procéder à des investigations complémentaires faites par un laboratoire de son choix et rémunéré directement par lui.

Les services techniques du Département pourront également procéder à la vérification des ouvrages. L'intervenant sera tenu d'effectuer toutes les opérations de réouverture des tranchées et de mise à disposition des ouvrages qui seront à sa charge ainsi que la remise en état des lieux.

#### **ARTICLE 6 : DELAI DE GARANTIE – RESPONSABILITE DE L'OCCUPANT**

Le délai de garantie d'une durée d'un an commence à courir à partir de la date de réception définitive des travaux par les services techniques du Département quelle fasse l'objet d'un acte administratif ou d'une acquisition tacite. En matière de réfection de chaussée, la responsabilité de l'intervenant est dérogée après expiration du délai de garantie de 1 an suivant la réception définitive sauf en cas de malfaçon ou de vice caché. En cas de déformation supérieure à un centimètre mesuré transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée, la technique de réparation sera la suivante :

Routes de classes A et B et routes de classes C revêtues d'un béton bitumineux : Fraisage ou enlèvement d'une épaisseur de six centimètres et réalisation d'un béton bitumineux sur la totalité de la largeur de la tranchée qui présente une non-conformité.

Autres routes : Reprofilage aux graves-émulsion et enduit bi couche sur la totalité de la largeur de la tranchée qui présente une non-conformité.

Tant que la réception définitive n'est pas prononcée ou acquise tacitement puis pendant le délai de garantie, l'intervenant doit assurer à ses frais l'entretien de la chaussée reconstituée.

Il sera tenu de procéder aux réparations immédiatement après la mise en demeure du Département.

Lorsque la déformation d'une tranchée exécutée sous une chaussée est supérieure à trois centimètres, cette valeur étant mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée, l'intervenant devra exécuter les réparations dans un délai de cinq jours ouvrables.

Dans les autres cas la lettre de mise en demeure précisera le délai de réparation.

Lorsque les travaux de réfection ne sont pas entrepris dans le délai fixé par la mise en demeure, il y sera procédé d'office, au frais du permissionnaire.

En cas d'urgence nécessaire pour le maintien de la sécurité routière, le Département se réserve le droit d'exécuter sans délai et sans mise en demeure préalable et aux frais du pétitionnaire, les travaux qu'il jugera utile au maintien de la sécurité routière.

#### **ARTICLE 7 : RECOLEMENT DES OUVRAGES**

Dans le cas où les ouvrages de l'occupant seraient réalisés dans les emprises d'un ouvrage d'art de la voirie départementale, lors de la réception des travaux, les services techniques du Département devront être mis en possession des plans de récolement des canalisations ainsi que des dessins des ouvrages principaux exécutés sur le domaine public.

Ils indiqueront l'emplacement des divers repères fixes qui auront été installés pour permettre de localiser les ouvrages et les canalisations.

Faute par l'intervenant de fournir les plans et dessins de ses ouvrages, la réception des travaux ne sera pas prononcée et sera différée jusqu'à leur production et l'intervenant ne pourra éluder l'entière responsabilité des accidents susceptibles d'être provoqués du fait de cette négligence par l'exécution de travaux au voisinage des dits ouvrages.

Dans les autres cas, les occupants du domaine public, quel que soit leur statut, devront tenir à la disposition éventuelle des services techniques du Département tous les plans de récolement des travaux mais sont dispensés de la fournir lors de la réception des travaux.

#### **ARTICLE 8 : PIQUETAGE DES OUVRAGES**

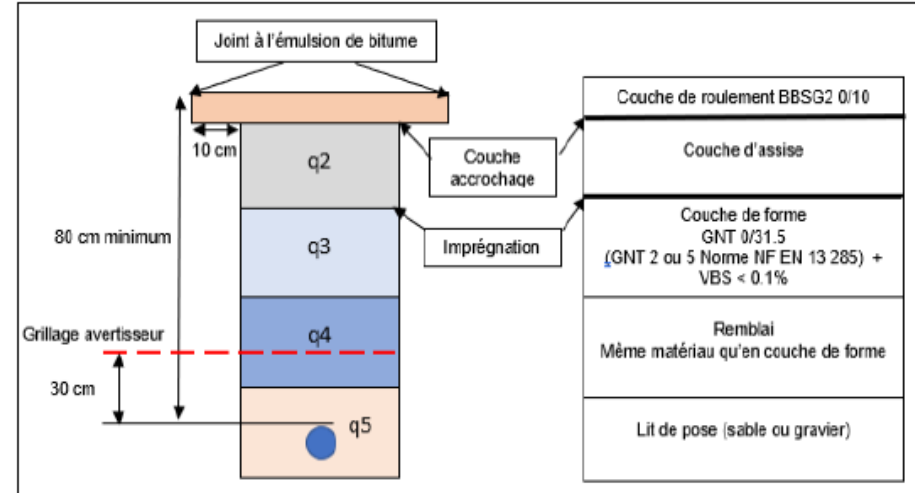
En l'absence de repérage permanent ou de plan de récolement suffisamment précis, lorsque les contraintes techniques relatives à des travaux projetés dans l'intérêt du domaine public occupé et conforme à sa destination, nécessitent de connaître avec précision la position des ouvrages, le Département, conformément au décret et aux textes en vigueur (décret 91-1147 du 14 octobre 1991 en vigueur à la date de l'approbation du règlement de voirie) pourra demander à l'occupant d'indiquer sur le sol l'emplacement de ses ouvrages.



## Coupe type pour chaussées

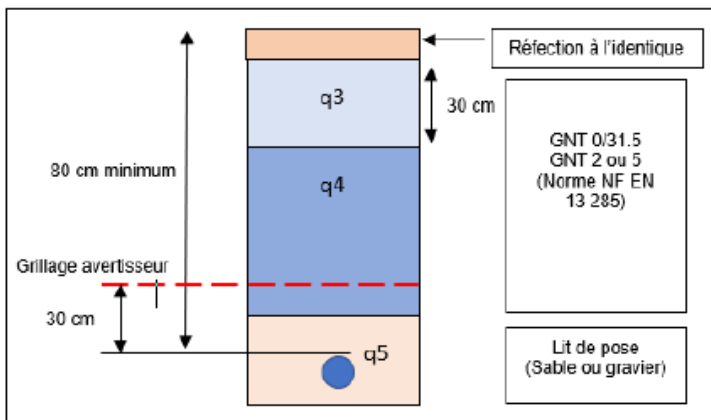
Annexe 1

	Classe de trafic	T5	T4	T3-	T3+	T2	T1
	Limite supérieure trafic PL/J/sens	25	50	85	150	300	750
Roulement	Épaisseur de la couche de roulement en BBSG classe 2 0/10 (en cm)	5	5	6	7	6	6
Assise	Épaisseur de GB classe 3 (en cm)	-	-	13	14	Base : 9 Fondation: 10	Base : 11 Fondation: 12
	<b>OU</b>	-	-	<b>OU</b>			
	Épaisseur de béton auto-compactant, réexcavable et non essorable (en cm)	-	-	20	25	30	40
	Épaisseur de GNT 0/31.5 en q2 (en cm) (GNT 2 ou 5 norme NF EN 13285 + VBS <0.1%)	20	25	-	-	-	-
Couche de forme	Épaisseur de GNT en q3 (en cm)	30	30	30	30	40	50
Remblai	Épaisseur de GNT en q4	Épaisseur nécessaire jusqu'à l'enrobage					
	Lit de pose en q5	Épaisseur à adapter à l'ouvrage					

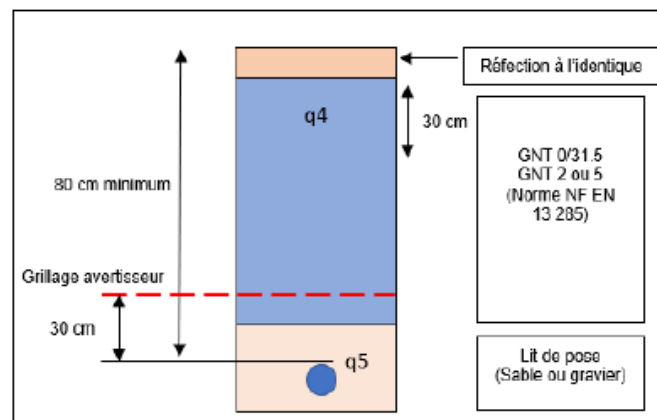


## Coupes types pour accotements

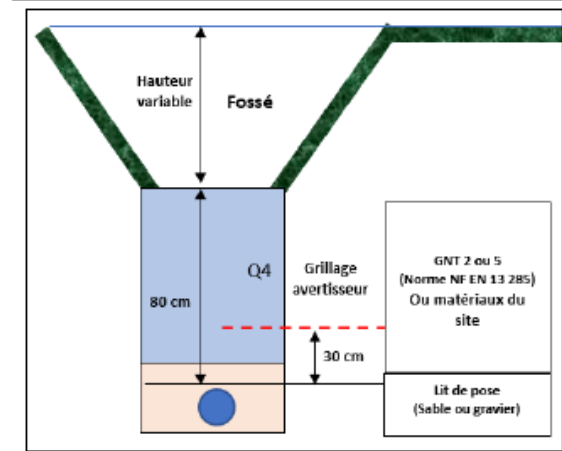
Pour accotements avec une distance de moins de 1m entre le bord de tranchée et le bord du revêtement, trottoirs, pistes cyclables, chemin rural



Pour accotement avec une distance de plus de 1m entre le bord de tranchée et le bord du revêtement ou Fond de fossé.

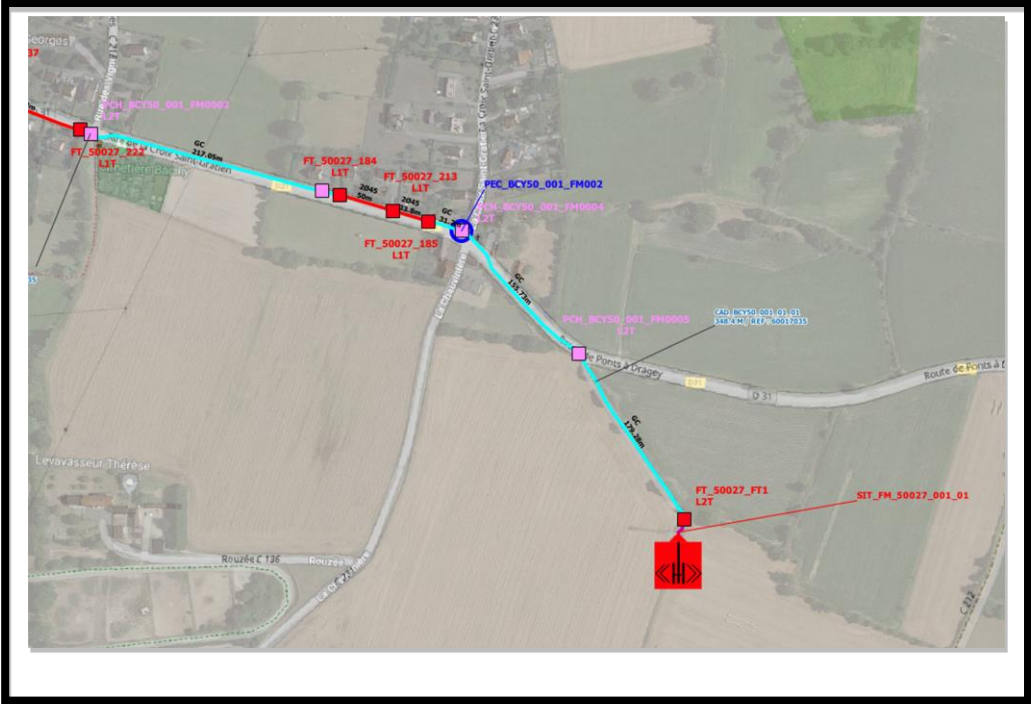


## Coupes types fond de fossé



- Dans le cas où la largeur de tranchée ne permettra pas d'utiliser un outil mécanique afin de réaliser le compactage par couches successives des matériaux, la mise en place d'un béton auto compactant réexcavable de couleur sera obligatoire et ce sur la totalité de la fouille hors couche de roulement.
- Si la distance entre le bord de chaussée et la tranchée est inférieure à la largeur de cette dernière, la réfection de cette partie de chaussée devra être reprise et incluse dans la réfection de la tranchée.
- Remblayage : L'utilisation des matériaux extrait ne sera autorisée sous les accotements que lorsque la tranchée se situe à une distance de plus de 2 m du bord de chaussée des routes départementales de classes T1 à T3 et à plus de 1m pour les autres routes.

Reportage photos



Rue de la Croix St Gaten  
50530 BACILLY

Version du Document : (V1)	Code projet du site : 50027_001_01	Fait par : SOGETREL - ALA	Date de réalisation : Le 20/09/2023
----------------------------	---------------------------------------	------------------------------	----------------------------------------

<i>free</i>	<b>50027_001_01</b> <b>APD GC</b>	<b>Sogetrel</b>
-------------	--------------------------------------	-----------------

- **Caractéristiques de la liaison :**

Linéaire de câbles 600.10ml	Linéaire par type de GC/NB et type de fourreaux : - Trad. Terrain naturel 544.4ml - Trad. Trottoir 18.2ml - Trad. Chaussée 37.5ml	Types et nb de chambres : L2T : 5 L1T : 3	Linéaire par type de gaine : ICT : Fendue :
--------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	---------------------------------------------------

- **Modalités d'accès :**

Nom et information de contact :	Type d'accès : Type de clés : (Deny, Abloy...) Code, Badgeuse :	Sécurisation de chambre : Nom de la chambre : Type de sécurisation :
---------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------

- **Informations remarquables :**

Coord. technicien qui a fait la VT et/ou VIC : jeremy.schilliger@sogetrel.fr	Typologie du site : pylône	Nom du câble CDD Orange (si CDD) :
---------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------	------------------------------------

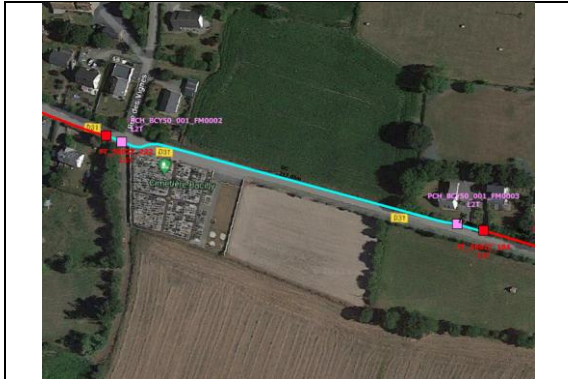
- **Impact GC :**

Numéro(s) de parcelle(s) concernée(s) :	Nom propriétaires ou concessionnaires
-----------------------------------------	---------------------------------------

- **Modalités de mise en œuvre :**

Signalisation routière : Circulation par alternat Panneau : Société de balisage :	Circulation alternée :	Monument historique, ONF, VNF :
--------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------	---------------------------------

Version du Document : (V1)	Code projet du site : 50027_001_01	Fait par : SOGETREL - ALA	Date de réalisation : Le 20/09/2023
----------------------------	---------------------------------------	------------------------------	----------------------------------------



Vue d'ensemble du PGC01



Début du GC, Chambre L1T FT\_50027\_222.



Chambre L1T FT\_50027\_222.



Futurs percements de la chambre FT\_50027\_222 par 2Ø42/45, un 3<sup>ème</sup> fourreau en attente à 15cm.



Parcours GC vers future chambre L2T FREE  
PCH\_BCY50\_001\_FM0002.



Création d'une chambre L2T FREE  
PCH\_BCY50\_001\_FM0002.

Version du Document : (V1)

Code projet du site :  
50027\_001\_01

Fait par :  
SOGETREL - ALA

Date de réalisation :  
Le 20/09/2023



Parcours GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0002 vers future chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0003.



Parcours GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0002 vers future chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0003.



Parcours GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0002 vers future chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0003.



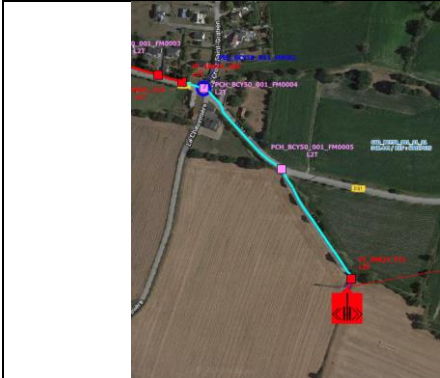
Emplacement de la future chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0003.



Parcours GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0003 vers Chambre L1T FT\_50027\_184.



Chambre L1T FT\_50027\_184 et ses futurs percements par 2Ø42/45, un 3<sup>ème</sup> fourreau en attente à 15cm. Fin du PGC01.



PGC02.



Début du PGC02, Chambre L1T FT\_50027\_185.



Chambre L1T FT\_50027\_185



Futurs percements de la chambre FT\_50027\_185 par 2Ø42/45, un 3<sup>ème</sup> fourreau en attente à 15cm.



Parcours GC depuis la chambre FT\_50027\_185 vers future chambre L2T FREE PCH\_BCY50\_001\_FM0004.



Parcours GC depuis la chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0004 vers future chambre L2T FREE PCH\_BCY50\_001\_FM0005.



Parcours GC depuis la chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0004 vers future chambre L2T FREE PCH\_BCY50\_001\_FM0005.



Parcours GC depuis la chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0004 vers future chambre L2T FREE PCH\_BCY50\_001\_FM0005.



Parcours GC depuis la chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0004 vers future chambre L2T FREE PCH\_BCY50\_001\_FM0005.



Arrivée du GC à la chambre PCH\_BCY50\_001\_FM0005 puis parcours vers L2T FT\_50027\_FT1.



GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0005 vers L2T FT\_50027\_FT1.



GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0005 vers L2T FT\_50027\_FT1.



GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0005 vers L2T FT\_50027\_FT1.



GC depuis PCH\_BCY50\_001\_FM0005 vers L2T FT\_50027\_FT1.



Arrivée du GC à la L2T FT\_50027\_FT1.



Arrivée du GC à la L2T FT\_50027\_FT1.



Chambre L2T FT\_50027\_FT1.



Futurs percements de la chambre FT\_50027\_FT1 par 2Ø42/45, un 3<sup>ème</sup> fourreau en attente à 15cm. Fin du PGC02.